

Réponse de Storengy à la consultation publique
sur la création d'une place de marché commune aux zones
GRTgaz Sud et TIGF au 1^{er} avril 2015.

1. Storengy souligne que, compte tenu de l'objet même de la consultation, il est nécessaire d'avoir une vision la plus complète possible sur les règles d'équilibrage au 1^{er} avril 2015 d'une part, et sur les principaux impacts de la fusion d'autre part. A ce titre, l'absence d'éléments éclairants sur le devenir du service d'équilibrage journalier (SEJ) et sur les conséquences pour l'allocation de capacités fermes entre la liaison Nord-Sud et le PITS Sud Atlantique sont préjudiciables à la pertinence de la consultation.
2. Storengy est en faveur d'une harmonisation totale des règles d'équilibrage sur les réseaux de TIGF et de GRTgaz, en vue de la fusion des zones, et en particulier sur le service d'équilibrage journalier (SEJ) proposé par TIGF.

Une clarification devrait être apportée le plus rapidement possible, conformément à la délibération du 5 février 2013 (qui indiquait qu'une décision devait être prise avant fin 2013), afin de donner un délai suffisant aux opérateurs de transport et de stockage pour s'adapter, et ce d'autant plus que par ses décisions, la CRE a déjà anticipé la fusion des PEG des deux zones GRTgaz Sud et TIGF :

- en diminuant le tarif de la liaison entre les deux zones ;
- en abaissant fortement les termes tarifaires au PITS de la zone TIGF et en augmentant ceux aux PITS de la zone GRTgaz Sud.

Dans l'hypothèse où le SEJ serait jugé compatible avec les objectifs du projet de code de réseau européen, il appartiendrait à la CRE de mettre en place les règles permettant à tous les opérateurs de stockage, qu'ils soient intégrés à l'opérateur de transport ou non, de proposer un tel service, dans toutes les zones d'équilibrage.

3. Les actuelles conditions de disponibilité des capacités sur certains points d'entrée/sortie du réseau de GRTgaz telles qu'explicitées dans son "Code Opérationnel de Réseau" sont aujourd'hui dépendantes des quantités nominées sur le PIR Midi. Il s'agit par exemple des capacités en entrée de la zone Sud au PITS Sud-Atlantique (cf. article 4.5.2 du CORE) ou au PITTM Fos (cf. article 5.2 du CORE).

Les documents des transporteurs annexés à la présente consultation ne mentionnent aucun élément sur l'impact de la création du PEG commun GRTgaz Sud / TIGF sur les conditions de disponibilité de ces capacités. Storengy s'interroge donc sur les modifications qui pourraient être apportées aux règles actuelles de part l'absence des nominations explicites sur la liaison entre les deux transporteurs et sur les outils qui seront proposés par les transporteurs pour assurer la transparence de ces mécanismes.

4. Pour Storengy, d'une façon générale, la gestion contractuelle des réseaux de transport doit se rapprocher le plus possible de la gestion physique. Il est important que les expéditeurs aient conscience des problématiques de gestion opérationnelle des réseaux de transport des GRT.
5. Enfin, Storengy souligne qu'en l'absence de détail, le coût envisagé (5 M€) pour une simple évolution des systèmes informatiques peut sembler élevé.

Question 1 : Avez-vous des remarques sur les règles de gestion du PEG proposées par les GRT ?

Pas de réponse

Question 2 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre de la variante 1 proposée par les GRT pour la création du PEG commun aux zones GRTgaz Sud et TIGF ?

Storengy n'est pas favorable à la variante 1 proposée par les GRT car elle n'apporte pas de garantie sur la cohérence et la convergence des gestions contractuelle et physique des réseaux.

Question 3 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre de la variante 2 proposée par les GRT pour la création du PEG commun aux zones GRTgaz Sud et TIGF ?

Question 4 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la clé de répartition spécifique à chaque expéditeur pour répartir les déséquilibres journaliers entre les deux zones de consommation dans la variante 2 ? Si ce n'est pas le cas, avez-vous d'autres propositions ?

Si la variante 2 est retenue, Storengy est contre une clé de répartition de 50/50 dans l'affectation des déséquilibres entre les deux zones. Storengy soutient la proposition de la CRE d'adopter une clé de répartition basée sur les allocations aux points de sortie de chaque expéditeur.

Question 5 : Jugez-vous utile de demander aux expéditeurs de faire des nominations aux points notionnels de consommation dans la variante 2 ?

Pas de réponse

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la gestion des restrictions de capacité à l'interface entre les zones GRTgaz Sud et TIGF ? Si ce n'est pas le cas, avez-vous d'autres propositions ?

Storengy n'est pas favorable à la proposition de la CRE concernant la gestion des restrictions de capacités à l'interface entre les zones GRTgaz Sud et TIGF. La fusion des PEGs des deux zones n'a pas comme objectif de restreindre l'accès aux stockages et d'en défavoriser l'utilisation.

Nous estimons au contraire que les stockages sont des outils de flexibilité qui, au lieu d'être contraints lors de limitations de réseau, ont vocation à être pleinement utilisés par le système. En effet, l'impact des limitations sur la liaison GRTgaz Sud / TIGF pourrait être amoindri voire supprimé par une gestion judicieuse des capacités de stockage par les opérateurs de transport dans le cadre de relations contractuelles avec les opérateurs de stockage, ou par les expéditeurs eux-mêmes sur sollicitation des transporteurs. Depuis la fusion des zones Nord, Ouest et Est de GRTgaz, Storengy assure ainsi un service de flexibilité auprès de GRTgaz qui permet à celui-ci d'amoindrir l'impact pour les expéditeurs des limitations du réseau. Dans le cadre de la mise en place d'une grande zone Sud, il nous paraît dans l'intérêt général d'utiliser les stockages comme outils de flexibilité, et non d'en contraindre leur utilisation.

Question 7 : Avez-vous d'autres remarques ?

Storengy regrette de ne pas avoir été invité à rencontrer les GRT dans le cadre de cette fusion des PEG, en complément des échanges en réunion de concertation. Les stockages sont un élément essentiel du système gazier et permettent d'assurer la sécurité et l'équilibrage des réseaux de transport. A ce titre, toute évolution de la structure du marché impacte l'activité des opérateurs de stockage ; elle doit donc être prise en compte par les transporteurs, et ceci d'autant plus que l'activité de stockage de Storengy, à la différence de celle de TIGF, n'est pas intégrée avec celle du transporteur.

De manière plus globale, nous attirons l'attention de la CRE sur la vigilance nécessaire à avoir relativement aux échanges d'information entre GRT, après la fusion des zones. En effet, l'asymétrie de situation entre les deux opérateurs de stockage, en concurrence sur une même grande zone fusionnée, mais dont l'un des deux est intégré au transporteur, mérite d'être examinée soigneusement. Ainsi par exemple, les échanges de données des quantités programmées par expéditeur entre les deux transporteurs devront être réalisés sous un format agrégé et non détaillé par points d'entrée/sortie de la zone Grand Sud.